

L'impact de la crise économique sur les femmes de l'Asie Centrale*

Nurgul Djanaeva¹

L'impact de la crise sur les droits des femmes:
les perspectives sous-régionales

Préambule

Cette série d'articles intitulée *L'impact de la crise sur les droits des femmes*, publiée par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), expose les perspectives sous-régionales sur les impacts de la crise économique actuelle sur les droits des femmes. Ces analyses ont été développées par des spécialistes et des activistes des droits des femmes afin de promouvoir des débats sur les décisions prises en réaction à cette crise. La série présente également des études en profondeur (une analyse interrégionale, une étude portant sur le nouveau scénario mondial, et une étude des réponses à la crise depuis une perspective féministe).

Cette série d'analyses constitue une ébauche qui a pour but de contribuer à l'identification des défis, des réactions potentielles et de faire des propositions depuis la perspective des droits des femmes. Ces articles se basent sur différentes réalités et impacts que la crise a dans diverses régions du monde. Les analyses ont également pour but de contribuer à promouvoir des réactions face à la crise qui prennent en compte l'égalité des genres et les droits des femmes et de promouvoir une transformation intégrale du système international afin qu'il soit plus inclusif et démocratique. Différentes régions soulèvent des préoccupations semblables, ce qui reflète des défis communs en ce qui concerne les droits des femmes de par le monde.

La crise actuelle est une crise systémique, composée de plusieurs crises enchevêtrées: la récession économique mondiale, la crise du changement climatique, la crise des prix des ali-

* Original en anglais.

¹ Le Dr. Nurgul Djanaeva est la fondatrice du Forum d'ONG des Femmes du Kirghizistan (un réseau de femmes), auteure de "Femmes du Kirghizistan en transition" et membre de plusieurs réseaux de femmes, y compris l'AWPP, l'APWLD et le Forum d'ONG de femmes de l'Asie centrale. Nurgul a un doctorat en philosophie sociale de l'Université d'État de Leningrad

ments, et la crise énergétique. Toutes ces composantes contribuent à augmenter la pauvreté et l'inégalité dans différentes parties du monde, sans oublier les impacts du VIH. D'autre part, les traditionnelles relations de pouvoir entre acteurs internationaux sont en plein changement, les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), ou « pays à revenu intermédiaire » assument la grande partie du pouvoir (le Brésil et la Chine sont devenus des créanciers des États-Unis, des investisseurs importants du Fonds Monétaire International et tous les deux détiennent l'une des plus importantes sources de réserve du monde). La situation actuelle, qui est le résultat d'un système capitaliste de libre marché agressif développé durant la dernière décennie, demande une remise en question des modèles de développement dominants ainsi que des solutions considérées alternatives.

La crise n'est pas nouvelle pour la plupart des pays en développement, ceux-ci ont dû faire face à des crises dans les années 70, 80, 90 et au début des années 2000. Par contre, la crise actuelle a atteint des proportions mondiales lorsqu'elle a affecté les économies hégémoniques et leur rôle à l'échelle mondiale. Elle a également mis en évidence l'interconnexion entre les diverses réalités auxquelles font face les pays au sein de la mondialisation.

La crise systémique impose un défi de taille aux gouvernements, aux donateurs et à tous les acteurs et actrices du développement ainsi qu'aux activistes et aux décideurs qui doivent réinventer le système à long terme et réduire les impacts négatifs à court et à moyen terme. C'est pourquoi, comme plusieurs le préconisent, la crise représente également une opportunité historique de faire preuve d'audace et de créativité pour ainsi tenter de réparer les torts qu'à causé le système néolibéral. Puisque la crise est maintenant le moteur qui influence de nombreux choix liés au développement (de la dimension locale à la globale), et qu'elle va déterminer les approches sur le développement durant les années à venir, le rôle des femmes et l'égalité des genres en tant qu'objectifs centraux ne doivent plus être négligés. Non seulement parce que les femmes sont parmi les plus lourdement touchées par les impacts de cette crise, mais également parce qu'elles constituent des acteurs clé du développement dans la plupart des communautés de la planète, par leur légitimité et parce qu'elles occupent une position vitale qui leur permet de proposer des approches efficaces dans le but d'atténuer les impacts de la crise, pour promouvoir le respect des droits humains, la soutenabilité environnementale et les engagements pour le développement au niveau mondial.

Pour la préparation à la Conférence de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, du 24 au 26 juin 2009), le *Women's Working Group on Financing for Development* (WWG) a fait part des inquiétudes au sujet des impacts de la crise sur les droits des femmes², et a été très actif et engagé dans la promotion du rôle central de l'ONU en tant qu' institution légitime pour délibérer sur la crise depuis une approche multilatérale réellement inclusive.³

2 Voir l'énoncé: *The G20 committed to save the global economy at the cost of women*, 17 novembre 2008, 11e forum international de AWID à [http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/(language)/eng-GB)

3 *Women's Working Group on Financing for Development*, énoncé provenant de la deuxième consultation des femmes tenue par WWG on FfD à New York du 24 au 26 avril 2009 à <http://www.awid.org/eng/About-AWID/AWID-News/A-call-for-structural-sustainable-gender-equitable-and-rights-based-responses-to-the-global-financial-and-economic-crisis>



Les solutions proposées par les mêmes acteurs qui ont causé la débâcle financière et économique sont inacceptables. Elles doivent être le résultat de processus où les gouvernements et la société civile puissent s'engager dans des dialogues enrichissants qui rendent la prise de décision plus adéquate aux besoins des personnes et plus respectueuse vis-à-vis des droits humains. La société civile et les gouvernements de tous les pays, dont ceux en développement, devraient être les acteurs centraux de ce processus de discussion sur la politique mondiale. Les espaces multilatéraux au sein de l'ONU sont les plus égalitaires et inclusifs du système international; ce sont aussi les seuls espaces de prise de décision qui assurent la participation des pays en développement et des acteurs provenant de la société civile.

Elles doivent s'appuyer sur des analyses qui permettent de déterminer l'influence des tendances sur les communautés et leur impact sur les femmes, ainsi que les différents territoires et groupes sociaux. Les réussites du développement social des deux dernières décennies, aussi limitées soient-elles sont actuellement en péril si l'essentiel des solutions face à la crise est uniquement porté sur la croissance de l'économie et un retour aux anciennes pratiques telles qu'on les connaît. C'est pourquoi les engagements face à la crise envers les droits des femmes et l'égalité des genres pris par les gouvernements et autres acteurs comme la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la plateforme d'action de Pékin en 1995 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être remis en question.

C'est dans cet esprit que les auteurs des articles de cette série ont accepté le défi d'étudier les réponses aux questions suivantes:

- Considérant la diversité des situations dans lesquelles vivent les femmes, quels sont leurs principaux défis dans votre sous-région dans le contexte de la crise actuelle?
- Pouvez-vous identifier des actions concrètes ou initiatives (réactions à la crise) qui ont déjà connu des répercussions négatives et/ou positives sur la vie des femmes?
- Est-ce que les groupes de femmes de votre région font face à une discrimination croissante en lien direct ou indirect avec la crise financière?
- Si les mesures de stimulation n'incluent pas la perspective des droits humains et de l'égalité, existe-t-il des alternatives permettant de réformer ces mesures afin de les inclure?
- Si les gouvernements ou organismes régionaux n'ont toujours pas mis en place des mesures de stimulation ou des interventions concrètes face à la crise : quel sera selon vous l'impact de la non-confrontation de la crise à moyen terme au niveau national et régional?
- Quels sont les potentiels impacts prévus pour les femmes de votre région dans le contexte d'une récession mondiale? Quelles sont les plus grandes faiblesses de la région en rapport avec la crise économique?
- La Commission Stiglitz de l'ONU⁴ et le G-20 essaient d'identifier les initiatives internationales qui ont pour but de réduire l'impact de la crise sur le développement. Croyez-vous que ces initiatives mondiales prennent en considération les défis auxquels les femmes sont confrontées?
- Quelles sont les façons d'aider les femmes de votre région face à la crise?

⁴ Voir l'énoncé de *Women's Working Group on Financing for Development Statements* sur la Commission Stiglitz à [http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/(language)/eng-GB) et les recommandations Stiglitz à <http://www.un-ngls.org/spip.php?page=cfr>

L'analyse des réponses à la crise requiert une nouvelle compréhension du rôle de l'État et de comment ce nouveau rôle affecte les femmes, en particulier par le biais de l'actuelle crise de l'économie de soins, (en relation avec le rôle clé de reproduction que jouent les femmes soutenant ainsi le système économique actuel à leur propre péril), mais également par rapport au risque qu'encourt le travail décent. Lorsque le rôle de l'État était réduit, une quantité de fonctions sociales, comme la santé, les soins aux enfants et l'éducation, étaient assurées par les femmes, habituellement ceci venait s'ajouter à leur travail rémunéré. Par conséquent, les femmes ont assumé les conséquences de la réduction de l'État, de façon disproportionnée, en particulier parce qu'elles assurent l'accomplissement de droits économiques et sociaux (tels que l'hébergement, la santé et l'éducation).⁵

Si une nouvelle ère post néolibérale est en train d'émerger, le nouveau système international devrait se construire sur la base des expériences communautaires, nationales, régionales et mondiales des différents acteurs du développement et à partir des demandes des droits des femmes. Cette lutte de longue haleine devrait faire l'objet d'une réinterprétation et être vastement communiquée afin de promouvoir des réponses alternatives à la crise.

Aujourd'hui, nous demandons des réactions holistiques à la crise systémique. Dans ce sens, nos propres efforts (parmi les mouvements et organisations de femmes) pour créer des discours alternatifs et avoir une influence sur le système international, devront se baser sur différents types de connaissances (informelles et formelles). Notre discours alternatif doit également se baser sur une approche holistique/transversale, en assurant un espace d'expression pour les groupes les plus exclus et en promouvant une transformation profonde du système en crise.⁶

L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Copyright ©L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Octobre, 2009

Auteur: Nurgul Djanaeva

Coordination: Cecilia Alemany

Édition: Victoria Whitelaw

Traduction: Adrienne Beaudry

Édition: Elodie Martinez

Production: Michele Knab

Conception et disposition: Miriam Amaro (sicdos.org.mx)

⁵ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

⁶ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

Durant les vingt dernières années, l'Asie Centrale⁷ a franchi deux étapes économiques importantes : sa transition vers une économie de marché et sa participation aux processus économiques mondiaux. De 2005 à 2007 – alors que la crise mondiale n'était qu'à ses débuts – les pays d'Asie Centrale commençaient tout juste à voir les résultats du processus de développement. L'éclatement de la crise est cependant venu fragiliser ces progrès.

Principaux indicateurs macroéconomiques d'Asie centrale⁸

Les PIB de 2007 et 2008 sont exprimés en pourcentage de l'année précédente et le PIB de 2009 en pourcentage de la période correspondante de l'année précédente:

• Kazakhstan:	2007/108,9; 2008/102,4 ⁸ ; 2009 (janvier à mars)/95,5
• Ouzbékistan:	2007/109,5; 2008/109; 2009 (janvier à mars)/107,9
• Tadjikistan:	2007/107,8; 2008/107,9; 2009 (janvier à mars)/103,5
• Kirghizstan:	2007/108,5; 2008/107,6; 2009 (janvier à mars)/100,2

Le sexisme et les inégalités de genre prennent racine dans les structures et les relations économiques actuelles. La crise n'a fait qu'empirer les conditions des femmes, diminuant leur pouvoir économique. Les femmes d'Asie Centrale ont souffert d'inégalités dans l'accès aux ressources financières et lors de la prise de décision : les hommes détiennent plus de 85 % de la richesse des pays d'Asie Centrale.

La crise a affecté les hommes et les femmes différemment: certaines femmes ont perdu leur emploi alors que d'autres ont connu une

baisse salariale. Parmi les groupes les plus vulnérables, on compte : les femmes de la classe ouvrière et les femmes pauvres de régions rurales, les femmes travaillant dans l'éducation et la santé, les femmes propriétaires de petites et moyennes entreprises textiles, les travailleuses d'entreprises orientées vers l'exportation, les travailleuses de l'économie parallèle, ainsi que les femmes dépendantes de transferts de fonds ne travaillant pas.

Les décideurs ont omis de prendre en compte les pertes spécifiques et les gains potentiels concernant les femmes suite à la crise mondiale; les impacts concrets de la crise sur les femmes demeurent absents des principaux documents étatiques en Asie Centrale. Si des déclarations sur les perspectives des femmes ont été incluses dans certains plans économiques nationaux, c'était à titre secondaire et non central. Ceci ne contribue pas à alléger le fardeau des femmes d'Asie Centrale et ne permet pas de renforcer suffisamment la contribution économique de celles-ci au PIB. Les femmes ressentent les impacts financiers, économiques et sociaux de la crise de façon générale mais aussi personnelle. Des déficits budgétaires de plus en plus grands et des recettes fiscales de plus en plus petites menacent le financement des programmes sociaux. Les salaires des secteurs principalement féminins (éducation, santé, services sociaux) n'ont jamais été aussi bas⁹. Les statistiques officielles montrent également un grand déclin des niveaux de production de l'industrie textile au Kirghizistan, où 90 % de la main-d'oeuvre est féminine¹⁰. La production de juin 2009, par exemple, ne correspondait qu'à 59,8 % du volume de celle de juin 2008¹¹.

⁷ On entend par « Asie centrale » le Kirghizstan, le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

⁸ Le Interstate Statistical Committee de la Communauté des États indépendants (CEI). « Main Macroeconomic indicators of the Commonwealth countries ».

⁹ République kirghize. Le National Statistical Committee de la République kirghize. *Socio-economic status of Kyrgyz Republic*. p. 99.

¹⁰ République kirghize. Le National Statistical Committee de la République kirghize. *Women and men of the Kyrgyz Republic*, p. 27.

¹¹ République kirghize. Le National Statistical Committee de la République kirghize. *Socio-economic status of Kyrgyz Republic*.

Au cours de la dernière décennie, la croissance du commerce international a donné aux femmes d'Asie Centrale de nouvelles occasions d'entrepreneuriat. La crise est cependant venue fermer ces perspectives.¹² Ce sont les femmes qui ont été principalement touchées par la baisse, puisqu'elles constituent la majorité de la main-d'oeuvre de l'industrie de la confection de vêtements, une industrie dont 95 % des produits sont exportés.

L'augmentation du prix des denrées alimentaires continue d'aggraver la malnutrition et la santé des populations. De surcroît, une diminution des transferts de fonds provenant de l'étranger a entraîné une réduction des dépenses dans les foyers pauvres. Les femmes compensent ces pertes en assumant une plus grande charge de travail (non rémunéré), souvent au détriment de leur propre carrière. Ces tendances ont causé une plus grande insécurité par rapport aux et ont alourdi la charge de travail relative aux soins de la famille. Avant la crise, les femmes gagnaient 1,6 fois moins que les hommes au Kirghizistan¹³, consacraient 3,6 fois plus de temps au travail domestique non rémunéré et deux fois plus de temps aux enfants¹⁴. Dans le nouveau contexte de la crise, ce fardeau ne fera que s'appesantir.

La crise menace également le rôle des femmes comme agents du développement économique. Par exemple, les femmes du Kirghizistan ont pu développer une industrie textile robuste et sérieuse, générant des revenus considérables et contribuant au PIB de façon substantielle. Cependant, leur apport économique n'a pas encore été entièrement compté et reconnu, comme le démontre leur absence flagrante des processus de prise de décision. De plus, au début de la crise, les femmes n'ont pas reçu l'aide dont elles avaient besoin, elles n'ont pas bénéficié de mesures de stimulation non plus. Ces femmes à la tête de ce secteur ont créé des emplois pour d'autres femmes. Néanmoins, les stratégies de développement en Asie Centrale n'ont pas su profiter de la

crise pour reconnaître les contributions des femmes ou rectifier le déséquilibre dans la propriété foncière. Dans cette optique, une augmentation des prêts à conditions libérales – provenant de nouveaux fonds d'États¹⁵ – ne mettent pas automatiquement les femmes sur un pied d'égalité. Les stimuli monétaires bénéficient davantage les hommes, puisque la majorité des propriétaires d'entreprises et des travailleurs des secteurs prioritaires visés par l'aide économique – la construction et l'agriculture – sont des hommes. Les femmes, pour leur part, principale main-d'oeuvre de l'industrie textile (une industrie non prioritaire), bénéficient d'un soutien bien moins important. Quelques pas dans la bonne voie ont malgré tout été réalisés: la stratégie de développement de 2009-2011 comportait une section sur la « politique de concrétisation de l'égalité de genre » qui proposait d'assurer un certain nombre de places aux femmes dans la formation professionnelle, les emplois publics rémunérés et l'octroi de microcrédits¹⁶.

Un plan d'action pour la création d'emplois a été une mesure prioritaire de l'État ouzbek afin d'atténuer l'impact de la crise mondiale¹⁷. Au cours de la dernière année, 534 600 nouveaux emplois ont été créés, dont 328 000 dans des régions rurales et 52 000 dans le travail de la sphère publique en collaboration avec les entreprises¹⁸. Comme l'indique un rapport de 2009 de l'Ouzbékistan sur la BFPA, « en 2008, suite à des ententes avec

¹² Le Interstate Statistical Committee de la Communauté des États indépendants (CEI). « Main Macroeconomic indicators of the Commonwealth countries ».

¹³ République kirghize. Le National Statistical Committee de la République kirghize. *Women and men of the Kyrgyz Republic*, p. 25.

¹⁴ République kirghize. Le National Statistical Committee de la République kirghize. *Women and men of the Kyrgyz Republic*, p. 114.

¹⁵ Akylbek, Zhaparov. « Oproverzhenie ministra ekonomicheskogo razvitiya i torgovli KR Akylbeka Zhaparova na pervyi otchet Ob'yedinennoi Evraziiskoi Seti ».

¹⁶ Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. « Kyrgyzstan. Information on implementation of the BPPA+15 ».

¹⁷ Le State Committee on Statistics de l'Ouzbékistan. « The basic results of social and economic development in January-March 2009 ».

¹⁸ Ibid.



de grandes entreprises industrielles, 97 800 emplois ont été créés dans le cadre d'un programme de développement visant à favoriser la création d'emplois informels à domicile. »¹⁹

Une augmentation générale du nombre de pensions est un autre exemple de réponse positive à la crise. La majorité des personnes à la retraite sont des femmes. Cette politique de l'État leur est donc favorable.

La crise mondiale a fait monter le taux de chômage chez les femmes, notamment dans l'industrie textile d'exportation, où le volume de production a considérablement baissé. Les femmes représentent jusqu'à 90 % de la main-d'oeuvre de cette industrie et sont donc particulièrement touchées. Au lieu d'offrir un stimulus financier à cette industrie, un nouveau régime d'impôt encore plus sévère a été mis sur pied par le gouvernement kirghiz en janvier et février 2009. Des pertes encore plus grandes ont été enregistrées par la suite et le ralentissement de l'industrie textile a atteint 42%²⁰. Après l'annulation de cette nouvelle majoration d'impôt, la donnée a baissé à 37 % en juin 2009. Ainsi, le plan immédiat du gouvernement kirghiz en réponse à la crise ne répond pas aux besoins les plus élémentaires de l'industrie textile. Les femmes d'Asie Centrale ne constituent pas une priorité pour les gouvernements. On les pense ni victimes ni bénéficiaires: elles ne sont simplement pas prises en compte. Cette conclusion est fondée non seulement sur un examen des documents gouvernementaux, mais aussi sur un nombre d'entrevues réalisées avec de hauts fonctionnaires. Aucune statistique n'est disponible et, par conséquent, aucune base de données ne peut procurer des informations sur la conception de nouvelles politiques sociales et économiques visant à bénéficier les ouvrières et les entreprises dirigées par des femmes.

Le programme du gouvernement pour stimuler l'entrepreneuriat au Kirghizistan de 2009 à 2011 n'est pas sensible aux besoins des femmes. No-

tamment, aucune politique n'est adaptée aux impacts spécifiques de la crise sur les femmes. Le programme omet d'aider l'industrie textile, où les pertes d'emplois touchent davantage les femmes, qui nécessitent un plus grand soutien.

Selon une étude sociale se basant sur la consultation de 48 % de la population, l'économie s'est considérablement détériorée depuis 2008²¹. Un tiers des répondants ont affirmé que la situation était devenue bien pire. Seulement un tiers des répondants ont affirmé que la situation économique de leur famille s'était améliorée²². Qu'est-ce que cela signifie pour les femmes? Elles font face à une plus grande insécurité par rapport à leur revenu et portent le plus gros du poids des responsabilités familiales. Comme disent ces fermiers de Batken: « Personne n'achète du pain dans notre village. C'est trop dispendieux. Chacun fait soi-même son pain. Les femmes font habituellement beaucoup de pain pendant une journée. Les familles mangent ce pain pendant 3 ou 4 jours. Et puis les femmes font d'autres pains. »²³ Le travail non rémunéré effectué par les femmes se fait de plus en plus lourd dans le contexte de la crise, puisque les femmes doivent faire face – entre autres – à un accès restreint aux établissements de soins pour les enfants. Seulement 17 % des répondants ont exprimé avoir accès à une école maternelle dans leur village et 6,4 % à une pré-maternelle²⁴. Par conséquent, les femmes ont moins de chance que les hommes d'être financièrement indépendantes.

¹⁹ Traduction libre

²⁰ Shamshiev, Nasiridin. « Interview with Head of the Real Sector Department of Ministry of Trade and Economic Development of Kyrgyz Republic. »

²¹ Elpikir research, PNUD, « Multi sector analysis of the impact of the economic crisis on Kyrgyzstan », 2009.

²² Elpikir research, PNUD, « Assessment of the quality of the State services, provided to population », 2009.

²³ Traduction libre

²⁴ Elpikir research, PNUD, « Multi sector analysis of the impact of the economic crisis on Kyrgyzstan », 2009. voir le site web de la Plateforme Sociale www.socialplatform.org

Selon le PNUD, la crise menace à présent le travail d'élimination de la famine en Asie Centrale²⁵. Selon les recherches de El-Pikir²⁶, au cours des 12 derniers mois (cet article ayant été écrit en juillet 2009), les familles défavorisées du Kirghizistan ont continuellement manqué de denrées alimentaires. En mars 2009, 80 % des foyers de l'étude ont exprimé avoir eu des difficultés à se nourrir²⁷. L'étude révèle également que 12 % des garçons et 14,5 % des filles de foyers ruraux n'étaient pas en mesure d'aller à l'école²⁸. La migration

Prévision du taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (les prix actuels en pourcentage des années antérieures à partir d'octobre 2008)²⁹

	2008	2009
Kazakhstan	118-119	110
Kirghizistan	125	113
Tadjikistan	128	115
Ouzbékistan	112	110-112

Une baisse dans le commerce et la demande pour les exportations a entraîné une chute de production dans l'industrie textile. Pour cette industrie dominée par les femmes, les principales affectées par les suppressions de postes, le ralentissement devient synonyme d'une insécurité d'emploi de plus en plus grande, d'une chute des revenus, d'une plus grande vulnérabilité à la discrimination entre hommes et femmes, et d'une diminution de l'accès à l'éducation et aux services de santé. Dans le contexte de la crise mondiale, le chiffre d'affaires du commerce extérieur au Kirghizistan de janvier et février 2009 a connu une baisse de 20,1% comparé à la même période de l'année précédente.³⁵ Au début de 2009, un des plus importants marchés de gros en Asie Centrale – le marché de Dordoï à Bichkek – a connu un immense ralentissement avec des périodes d'arrêt fréquentes et une diminution des ventes.

et les transferts de fonds ont également un impact sur la qualité de vie des femmes en Asie Centrale. Le Kirghizistan et le Tadjikistan ont constaté une augmentation des transferts de fonds jusqu'en 2008, où ils ont commencé à baisser: les banques du Tadjikistan ont déclaré que « déjà, au quatrième trimestre de 2008, les transferts de fonds reçus ont connu un déclin de 50% »³⁰. La diminution des transferts de fonds en 2008 et 2009 affecte négativement les familles défavorisées : au Kirghizistan, après le début de la crise économique, 47 % des familles, dont certains des membres sont des travailleurs migrants, ont exprimé avoir connu une simple baisse des transferts de fonds, 13 % ont qualifié cette baisse d'importante et 26 % ont signalé une cessation totale des transferts³¹. Les transferts de fonds représentent plus de 30 % du revenu annuel des familles défavorisées³².

L'inflation de la monnaie locale en 2009 a aussi occasionné la détérioration de la qualité de vie des femmes. Le taux du tengue kazakh est passé de 121,47³³ en janvier 2009, à 150,44 en mai de la même année. De même, le somoni tadjik est passé de 3,67 à 4,374 et le som kirghiz de 40,338 à 43,256 pendant la même période.³⁴

²⁵ « Poverty on the Rise in CIS Countries as Global Economic Crisis Bites. » *Programme des Nations Unies pour le développement de la République kirghize*.

²⁶ Elpikir research, PNUD, « Multi sector analysis of the impact of the economic crisis on Kyrgyzstan », 2009.

²⁷ Elpikir research, PNUD, « Multi sector analysis of the impact of the economic crisis on Kyrgyzstan », 2009.

²⁸ Elpikir research, PNUD, « Assessment of the quality of the State services, provided to population », 2009.

²⁹ Le Interstate Statistical Committee de la Communauté des États indépendants (CEI). « Main Macroeconomic indicators of the Commonwealth countries ».

³⁰ Marat, Erica. « Labor migration in Central Asia: Implications of the Global Economic Crisis. » *Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program*, p. 40. (Traduction libre)

³¹ Elpikir research, 2009.

³² Elpikir research, 2009.

³³ Tous les taux de change sont comparés au dollar américain.

³⁴ Le Interstate Statistical Committee de la Communauté des États indépendants (CEI). « Main Macroeconomic indicators of the Commonwealth countries ».



Les entrepreneuses ont un accès plus restreint aux ressources financières, car, entre autres, le plus gros de la richesse se concentre entre les mains d'hommes. Dans les régions rurales du Kirghizstan, les femmes chefs de ferme constituent seulement 12 % du total des chefs de ferme. De surcroît, plus de 90% des terres arables³⁶, du bétail, de la volaille³⁷ et de l'équipement agricole et de production³⁸ appartient aux hommes. On prévoit d'investir dans le secteur agricole : qui en bénéficiera? Les propriétaires fonciers et les hommes, en particulier, en bénéficieront. Et encourager les femmes à devenir propriétaires ne fait pas partie du plan. Un autre exemple similaire: au Kazakhstan, seulement 2 % des crédits ont été accordés à des femmes chefs de fermes, et seulement 31 % des 9 460 microcrédits ruraux du « Financial support to agriculture fund » ont été octroyés à des femmes.³⁹

Il nous faudra un certain temps avant de comprendre tous les impacts humains et sociaux de la crise. Néanmoins, il est clair que la diminution de la croissance du PIB et de l'économie en général aura un impact sur les services sociaux. Le financement du système de santé se verra affecté, ce qui nuira à la santé des populations, entraînant aussi une diminution de l'accès à l'éducation et une aggravation de la malnutrition ainsi que d'autres maladies. Une limitation des perspectives d'emploi et de l'accès à l'éducation augmentera les mariages forcés à un jeune âge. Les méfaits de la crise mondiale en Asie Centrale pourraient également se manifester sous forme de compressions budgétaires dans les projets nationaux de construction ou de rénovation d'écoles maternelles. Grâce à la croissance constante du PIB ces derniers trois ans, il a été possible de consacrer davantage de fonds aux programmes gouvernementaux de soins aux enfants. Depuis l'éclatement de la crise mondiale, cependant, les secteurs générateurs d'emplois souffrent des pertes de recettes fiscales. Par conséquent, il est probable que la qualité du système de santé, ainsi que l'accès à celui-ci, se détériore considérablement, forçant les

femmes à endosser des responsabilités non rémunérées additionnelles liées aux soins. Réciproquement, ce phénomène vient réduire davantage les chances des femmes de trouver un emploi rémunéré.

Les enjeux de la crise mondiale ne sont pas suffisamment discutés et, par conséquent, ne sont pas suffisamment ciblés par les organismes de défense des droits humains. En revanche, les associations professionnelles de la région, elles, ont réussi à attirer davantage d'attention. Par exemple, l'Association of Light Industry Enterprises du Kirghizistan mène actuellement des activités de lobbying et négocie pour protéger ses besoins. L'organisme revendique un centre commercial pour la vente de produits locaux de couture. Malgré cela, les plus grandes discussions internationales demeurent dans les bureaux centraux ou sur papier. Bien que la Banque asiatique de développement (BAD) n'envisage pas dans l'immédiat de mettre sur pied des programmes spécifiques pour cibler les impacts de la crise (aucun programme spécial de financement ou de stimulation, par exemple), elle ne planifie pas non plus de couper ses programmes ou ses engagements en matière d'aide publique au développement (APD) ni d'offrir une aide technique au Kirghizistan.

L'État kirghiz a examiné sa stratégie de réponse à la crise mondiale, mais aucun indice dans les bénéficiaires finaux ne laisse entendre qu'une perspective axée sur l'égalité des genres n'a été adoptée. Le manque de données par genre perdure dans tous les secteurs : le nombre de femmes ayant perdu leur emploi, leur salaire, leurs épargnes,

³⁵ Le National Statistical Committee de la République kirghize. 17 juillet 2009. Internet. 20 juillet 2009. <<http://stat.kg/>>.

³⁶ République kirghize. Le National Statistical Committee de la République kirghize. Women and men of the Kyrgyz Republic, p. 88.

³⁷ Ibid, p. 90.

³⁸ Ibid.

³⁹ Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. « Kyrgyzstan. Information on implementation of the BPF+15 ».

leur logis demeure inconnu en Asie Centrale. Malgré qu'une « analyse systématique de la crise économique actuelle axée sur l'égalité des genres est critique pour l'élaboration de solutions viables et le maintien de normes en matière de droits humains»,⁴⁰ des données officielles selon le genre demeurent inexistantes. Les États n'ont pas abordé l'enjeu de la paupérisation des femmes due à la crise.

Une augmentation du chômage chez les femmes – particulièrement dans l'industrie textile et du commerce, où les femmes sont majoritaires – n'a pas été prise en compte ou discutée. Si l'inclusion d'une politique d'égalité des genres dans la Country Development Strategy (CDS)⁴¹ constitue certainement un pas dans la bonne direction, ce souci demeure marginal.

La participation égale des femmes et des hommes dans le processus de prise de décision est nécessaire afin d'aborder les enjeux sociaux et économiques de façon intégrée. En 2008, l'État kirghiz a créé le Coordination Center of Strategic Management en prenant le ministère du Développement économique et du Commerce comme intermédiaire de mise en oeuvre.⁴² Le groupe ne compte aucune femme parmi ses sept membres.

Une autre façon efficace d'aborder les besoins des femmes dans le contexte de la crise mondiale est de mener des activités de lobbying pour l'élaboration de budgets sensibles à la sexospécificité. Afin d'avoir une compréhension solide et détaillée de l'impact de la crise sur les femmes – ainsi que de l'impact d'autres phénomènes sur celles-ci – il est nécessaire de renforcer les capacités des institutions nationales et de coordonner les ministères pour l'intégration de la dimension de genre et l'adoption d'une budgétisation sensible à la sexospécificité. Cela pourrait se faire en mettant sur pied des fonds internationaux, régionaux et nationaux qui supporteraient les initiatives économiques des femmes et, du même chef, permettraient aux femmes d'être

des agents économiques. Une augmentation du financement des établissements de soins par le gouvernement irait dans le même sens. Les femmes ont besoin de faire partie des processus financiers pour veiller à ce que les ressources soient utilisées avec efficacité et souplesse et pour promouvoir une croissance favorable à l'égalité des genres. S'il est essentiel que les pays d'Asie Centrale participent à l'élaboration des réponses internationales face à la crise, il est aussi essentiel que les femmes soient représentées à effectif égal dans ces espaces.

Une autre mesure possible pour améliorer la condition des femmes face à la crise est la création de conseils – tels que l'Economic Coordination Council du FMI, de la BM, de ABR ou de la Banque Nationale – et de favoriser la participation égale, au sein de ces conseils, des femmes du monde des affaires et des instances locales. L'élaboration, au niveau national, de nouveaux modèles d'aide qui répondent aux besoins des femmes est essentielle. Par exemple, il faudrait soutenir les organisations de femmes pour leur permettre de mieux exercer leur fonction de surveillance sur le gouvernement et sur les engagements de ce dernier à l'égard des femmes et en matière d'égalité de genre. Ces étapes peuvent jouer un rôle vital dans l'intégration de la perspective sur l'égalité des genres aux programmes de développement, réduisant ainsi le coût humain de la crise mondiale et améliorant la sécurité sociale.

⁴⁰ « UN Special Rapporteur on Violence against Women calls on women and men to unite in times of economic crisis. »

⁴¹ Nom officiel de la stratégie de développement du Kirghizstan.

⁴² Akylbek, Zhaparov. « Oproverzhenie ministra ekonomicheskogo razvitiya i torgovli KR Akylbeka Zhaparova na pervyi otchet Ob'yedinennoi Evraziiskoi Seti. »

Références

Kazakhstan. Rapport national : « Informaziya po osushetvleniu Pekinskoi Platformy Deistvii i reshenii dwadzat tre-tiei spezialnoi sessii Genralnoi Assamblei ». Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Internet. 28 juillet 2009. <<http://www.unece.org/gender/documents/Beijing+15/Kazakhstan.pdf>>.

Kyrgyzstan. Rapport national : « Kyrgyzskaya Respublika, informaziya po realizazii polojenii Pekinskoi Platformy Deistvii v ramkah podgotovki regionalnogo otcheta ». Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Internet. 28 juillet 2009. <<http://www.unece.org/gender/documents/Beijing+15/Kyrgyzstan.pdf>>.

« Main Macroeconomic indicators of the Commonwealth countries. » Interstate Statistical Committee de la Communauté des États indépendants (CEI). Mai 2009. Internet. 19 juillet 2009. <http://www.cisstat.com/eng/frame_macro.htm>.

« Poverty on the Rise in CIS Countries as Global Economic Crisis Bites. » Programme des Nations Unies pour le développement de la République kirghize. 6 juillet 2009. Internet. 12 juillet 2009. <<http://www.undp.kg/en/media-room/news/article/3-news-list/609-poverty-on-the-rise-in-cis-countries-as-global-economic-crisis-bites>>.

« The basic results of social and economics development in January-March 2009. » State Committee on Statistics of Uzbekistan. Internet. 10 juillet 2009. <<http://www.stat.uz/STAT/index.php?lng=1&article=27>>.

« UN Special Rapporteur on Violence against Women calls on women and men to unite in times of economic crisis. » Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies [HCDHNU]. 6 mars 2009. Internet. 15 juillet 2009. <<http://www.unhcr.ch/hurricane/hurricane.nsf/0/936CC1D65378D4E2C12575710061AD9D?opendocument>>.

Akylbek, Zhaparov. « Oproverzhenie ministra ekonomicheskogo razvitiya i trgovli KR Akylbeka Zhaparova na pervyi otchet Ob'yedinennoi Evraziiskoi Seti. » Akylbek Zhaparov. 21 juillet 2009. Internet. 21 juillet 2009. <http://www.japarov.com/index.php?option=com_ashimkan&controller=article&article=170&category_id=1&Itemid=3>.

République kirghize. Le National Statistical Committee de la République kirghize. Women and men of the Kyrgyz Republic. Rep. Bishkek: le National Statistical Committee de la République kirghize, 2006.

République kirghize. Le National Statistical Committee de la République kirghize. Socio-economic status of Kyrgyz Republic. Bishkek: le National Statistical Committee de la République kirghize, janvier-juin 2009.

Marat, Erica. « Labor migration in Central Asia: Implications of the Global Economic Crisis. » Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program. Mai 2009. Internet. <<http://www.silkroadstudies.org/new/docs/silkroadpapers/0905migration.pdf>>.

Shamshiev, Nasiridin. « Interview with Head of the Real Sector Department of Ministry of Trade and Economic Development of Kyrgyz Republic. » Entrevue.

Multi sector analysis of the impact of the economic crisis on Kyrgyzstan, PNUD, Elpikir (Centre d'enquêtes d'opinion publique et de pronostics), Bishkek, 2009.

Assessment of the quality of the State services provided to population, PNUD, Elpikir research, Bishkek, 2008 – 2009.

Research of labor migrants problems who returned to Kyrgyzstan, EFCA - Elpikir research, Bishkek, 2008.

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

ARTICLES SOUS-RÉGIONAUX

Article 1 Amérique latine

Les impacts de la crise économique sur l'égalité des genres.

Par Alma Espino et Norma Sanchís

Article 2 Caraïbes

L'impact de la crise économique sur les femmes dans les Caraïbes.

Par Rhoda Reddock et Juliana S. Foster

Article 3 Asie

L'impact de la crise économique sur les femmes dans l'Asie en développement.

Par Jayati Ghosh

Article 4 Îles du Pacifique

L'impact de la crise économique mondiale sur les femmes des Îles du Pacifique: un aperçu.

Par Karanina Sumeo

Article 5 Asie Centrale

L'impact de la crise économique sur les femmes en Asie Centrale.

Par Nurgul Djanaeva

Article 6 Afrique de l'Ouest

La crise financière mondiale et les femmes en Afrique de l'Ouest: Le développement des impacts et les politiques de réponse

Par Dzodzi Tsikata

Article 7 Europe de l'Ouest

L'impact de la crise financière sur les femmes en Europe de l'Ouest.

Par Wendy Harcourt

Article 8 Europe Centrale et de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe Centrale et de l'Est

Par Ewa Charkiewicz

Article 9 États-Unis d'Amérique

L'impact de la crise économique sur les femmes aux États-Unis

Par Rania Antonopoulos et Taun Toay

Article 10 Afrique de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes en Afrique de l'Est.

Par Zo Randriamaro